



Le 27 mars 2018 **COMMUNIQUE DE**

PRESSE DU 27 MARS 2018

La Préfecture de Mayotte a publié un communiqué trompeur visant à tenir le Collectif et l'Intersyndicale pour responsables du décès de Koungou suite à un AVC, qu'elle impute au barrage. Or toutes les dispositions sont prises pour que sur les barrages les ambulances circulent normalement.

En tout état de cause, le Collectif des Citoyens de Mayotte et l'Intersyndicale prennent acte du fait qu'un certain nombre d'acteurs étatiques s'acharnent actuellement contre le combat et la revendication des Mahorais à plus de sécurité, plus de considération et à plus d'égalité.

En effet, depuis le début de la grève générale, la Préfecture n'a fait au mieux que tenter de minimiser la revendication des Mahorais-ses et au pire tenter de l'étouffer comme à la « belle époque ». Les petites mesures proposées au Collectif et à l'Intersyndicale, le 13 mars dernier, complétées des petites mesures en trompe l'œil du ministère des Outre-mer ont aussitôt été rejetées en bloc par la population qui n'est plus dupe.

Depuis lors, l'Etat qui ne semble toujours pas décidé à prendre ses responsabilités à Mayotte, s'entête à faire sa communication en métropole pour tenter d'ôter la légitimité des revendications de la population mahoraise. Au niveau local, la Directrice du CHM et la Vice-Rectrice qui, depuis le début de la grève, justifient leur position farouchement opposée aux intérêts des malades et des élèves mahorais, en mettant en avant, de prétendus dysfonctionnements du CHM et du système éducatif à cause de notre grève font tout un tas de manœuvres pour la rendre impopulaire.

Ces dysfonctionnements, ne soyons pas dupes, ne datent pas du début de la grève. Les Mahorais et les Mahoraises ne scolarisent leurs enfants dans les écoles publiques qu'en désespoir de cause ; ils n'ont pas les moyens de les scolariser dans les associations privées comme le Vice-Rectrice l'avait encouragé sur les antennes de Kwézi TV. De même, ils s'expatrient à La Réunion ou en métropole pour être soignés et pour la scolarité de leurs progénitures.

Quant au Préfet de Mayotte, après plusieurs jours de silence, il revient à la charge par un certain nombre de manœuvres pour diviser les Mahorais-ses et tenter d'ôter toute légitimité au mouvement de revendication. Par « manque d'ingénierie » certainement, pendant ces cinq semaines de grève, il n'avait pas les moyens pour engager les discussions avec le collectif et l'intersyndicale. Or ces derniers au moins, font tout leur possible pour faciliter la vie des citoyens à Mayotte malgré les circonstances qui l'exigent. Et on ne peut pas en dire autant des services de l'Etat à Mayotte qui ne font que publier des communiqués fallacieux ces derniers jours pour diviser la population.

Le collectif des citoyens

L'intersyndicale